Insolite : à Angers, la «manifestation interdite» des néo-nazis, sans gaz ni arrestations

23 NOVEMBRE 2026 EXTRÊME DROITE, MAINTIEN DE L'ORDRE, MANIFESTATION

Collaboration, nouvel épisode : un petit chef fasciste multi-condamné a pu tenir son meeting raciste en plein air sous la protection de la police



Il y a quelques jours, lorsque le syndicat policier Alliance organisait une manifestation sauvage jusqu'aux portes du Ministère de l'Intérieur et obtenait satisfaction en moins d'une heure, nous écrivions que la seule catégorie dont le droit de manifester est encore respectée, c'est la police. C'était une erreur : il y a aussi les néo-nazis, bien que ces deux catégories se confondent souvent.

Ce dimanche 22 novembre, au cœur de la ville d'Angers, c'est un vomi raciste qui a été craché dans une sono. Des groupuscules d'extrême droite appelaient à une «marche nationale contre le racisme anti-blanc, contre les casseurs et pour un nouvel ordre». Tout un programme, mêlant mensonges, fantasmes, haine et appel à plus de violence contre les luttes sociales. C'est aussi un clin d'œil au fascisme historique, celui qui prônait un «ordre nouveau». Au prix de millions de morts.

L'événement était officiellement interdit par la préfecture. Il faut dire que, vu les interdictions systématiques de toutes les mobilisations de rue ces dernières semaines, autoriser celle là en particulier aurait été un signal difficile à justifier. Mais les autorités ont une manière très différente d'appliquer leurs propres décisions. Quand il s'agit d'un cortège de gauche, une interdiction se traduit par des grenades explosives, des mutilations et des dizaines d'arrestations. Quand il s'agit de nostalgiques d'Hitler : rien. Sur les photos du rassemblement à Angers, les gendarmes n'ont même pas enfilé leur casque. Comme quoi, quand la préfecture choisit de ne pas faire monter la tension, elle en est capable. Entre copains, pas d'embrouille. France 3 raconte ainsi qu'un policier a expliqué «calmement» aux activistes d'extrême droite : «Je vous rappelle à tous que toute manifestation est interdite sur la commune d'Angers», mais qu'ils ont quand même installé leur matériel, tranquille.

C'est donc face à la mairie et devant une banderole appelant à la «remigration» – c'est-à-dire à des déportations en fonction de la couleur de peau – que le néofasciste Jean-Eudes Gannat a pu dérouler son discours contre le «gauchisme et l'immigration de masse» et le «laxisme» de la police face aux lycéens. Pour lui, il faudrait éborgner encore plus d'enfants.

C'est rigolo, car le fils de bourgeois Jean-Eudes a bénéficié d'un laxisme bien réel ces dernières années. Le 30 juin 2023 par exemple, il dirigeait à visage découvert un commando armé en pleine rue. Ce jour là, une manifestation contre les violences policières avait lieu suite à la mort de Nahel, et le cortège était repoussé par des gaz vers une rue du centre-ville. C'est là qu'attendait sa bande de néo-nazis armés de matraques, de barres en fer, de battes de base-ball et de gazeuses. Jean-Eudes Gannat était filmé en train de passer à tabac, avec son équipe, des personnes au sol avec des barres de fer. Des images beaucoup plus violentes que la bagarre perdue de Quentin Deranque à Lyon, mais qui n'ont été diffusées sur aucune chaine de télé.



Nous avions donc un cas documenté de violence en réunion et de tentative d'homicide mené par Gannat, mais aussi une reconstitution de Ligue dissoute, puisque le groupuscule du fils de notable, L'Alavirum, avait été dissout pour d'autres actes de violences. Le dixième de tels faits enverrait n'importe quel manifestant en détention. Mais ce jour là, aucun agresseur n'avait été arrêté. Pire, le local de l'extrême droite situé quelques mètres plus loin avait été protégé par la police. Un procès a quand même eu lieu en août : Jean-Eudes Gannat et ses copains n'ont été poursuivi que pour «participation à un groupement en vue de la préparation de violences», et non pas pour les coups, pourtant filmés ! Le juge Guillaume Bocobza-Berlaud avait prononcé une relaxe générale et une exemption d'amender, considérant que les militants d'extrême droite avaient agi «en état de nécessité, proportionnellement à la menace dont ils faisaient l'objet». Beaucoup de gens sont choqués par les images de milice qui aident la police ces dernières semaines, mais le phénomène n'est pas nouveau. Et il est couvert par la justice.

Dans la même famille, on trouve aussi le frère, François-Aubert Gannat, néo-nazi membre de génération identitaire, condamné pour des faits de violences, qui aime chanter «A mort les Arabes, à mort les Noirs !» dans les rues d'Angers. Il avait par exemple été jugé en octobre 2017 pour l'agression d'un homme d'origine rwandaise dans un bar. Avec ses camarades, il l'avait traité de «sous race, même les animaux ont une race plus pure», avant de le rouer de coups. Quant au papa de ces deux charmants rejetons : Pascal Gannat est une figure du Front national, il a été directeur de cabinet de Jean-Marie Le Pen de 1988 à 1992. Élu local, il était proche de Bruno Retailleau, ce qui explique certaines choses.

Mais revenons à ce 22 novembre 2026. Ce meeting raciste en plein air a pu être filmé par le youtubeur d'extrême droite Vincent Lapierre, alors que les antifascistes, eux, étaient repoussés par la police. L'un d'eux expliquait à France 3 : «La mairie les a laissés s'installer devant et prendre la parole, alors qu'ils ont dispersé les groupes d'antifas. C'est une façon de les cautionner, et c'est scandaleux. Si c'est interdit, c'est interdit pour tout le monde et la police n'a pas à les protéger». Précisons que cette mairie est elle-même entre les mains de la droite réac.

L'extrême droite, déjà présente au sein des préfectures, de la police et chez les hauts-fonctionnaires, dans la rue, bénéficie d'une protection systématique ces dernières années. Les marches néo-nazis du 9 mai ont été autorisées par Laurent Nunez qui interdisait les contre-manifestations antifascistes. Les violences d'extrême droite ne sont quasiment jamais condamnées, et encore, quand elles sont poursuivies : on a vu que le terroriste Kévin Tessier avait été protégé tout au long de son parcours. Le 19 octobre, premier jour de couvre-feu, alors que tous les médias ne parlaient que des «violences» des manifestations, des centaines de néo-nazis avaient pu parader à Lyon, hurlant des slogans haineux. Il n'y avait pas un seul policier : la ville était littéralement livrée à l'extrême droite.

Le fascisme n'est pas un horizon hypothétique si jamais le RN gagne. Il est déjà là, sous nos yeux.

SOUTENEZ CONTRE ATTAQUE

Depuis 2012, nous vous offrons une information de qualité, libre et gratuite. Pour continuer ce travail essentiel nous avons besoin de votre aide : chaque euro compte !

FAIRE UN DON

ABONNEZ-VOUS À LA REVUE

La revue Contre Attaque est un trimestriel de 52 pages couleurs au prix de 5€. Retrouvez un contenu exigeant sur le fond et la forme : des enquêtes ou des analyses de l'actualité politique, mais aussi des images, des jeux, des tutos militants, des interviews. Un bel objet qui n'est pas une répétition de nos contenus numériques, mais une prolongation de nos analyses que vous pourrez partager à votre entourage.

ABONNEMENT D'UN AN À LA REVUE TRIMESTRIELLE

ALVARIUM ANGERS DEUX POIDS DEUX MESURES JEAN-EUDES GANNAT

‹ 21 Novembre à Nantes : retour en images sur un après-midi taquin

Bordeaux : un policier tire sur son collègue au LBD ›

Dans la même catégorie



20 NOVEMBRE 2026

Entre le grand patron de la police et les néofascistes, une affaire de famille

18 NOVEMBRE 2026

La seule catégorie dont le droit de manifester est respecté est celle qui réprime le droit de manifester

17 NOVEMBRE 2026

Québec : le soulèvement de la jeunesse se propage

Contre Attaque 2026 - contact@contre-attaque.net